

De la part de :

Réf. client : _ _ _ _ _ Compteur N° _ _ _ _ _

À l'attention de : GrDF

....., le

Objet : **Refus du remplacement de notre compteur de gaz par le compteur *Gazpar***

Madame, Monsieur,

Vous nous informez, par courrier du, que vous allez remplacer notre compteur de gaz par un compteur communicant de type *Gazpar*.

Nous vous avisons par la présente que nous refusons ce changement, voici pourquoi :

1. Sur le plan **environnemental** : détruire 11 millions de compteurs de gaz en parfait état n'est pas justifiable. Vous assurez que vous les recyclerez, or on ne doit recycler que des compteurs défectueux ou en fin de vie. De plus, la fabrication des nouveaux compteurs demande beaucoup de matières premières et d'énergie.
2. Sur le plan **financier** : remplacer 11 millions de compteurs par d'autres qui coûtent très cher n'est pas justifiable. Vous assurez que ce changement est « gratuit », or l'ensemble de l'opération est payé via nos factures d'« usagers » (mot que vous avez remplacé par « clients »).
3. Les prétendues **économies de consommation** promises vous font avancer le chiffre de 1 %, mais on se doute que ce sera 0 % : nous n'utilisons que le gaz dont nous avons besoin ! Non seulement votre compteur *Gazpar* ne nous ferait pas faire d'économies, mais il finirait par **augmenter notre facture** jusqu'à 582 % : étude conduite par 2 universités aux Pays-bas (cf. *Le Figaro*, 12 mars 2017).
4. Les données que vous collecteriez par les compteurs *Gazpar* n'intéresseraient que vous, dans le cadre du « **big data** ». Pourquoi vous aider à **capter toutes ces informations sur nos vies** ? Si vous tenez tant à scruter nos comportements, c'est que vous comptez vendre très cher ces données aux sociétés commerciales qui veulent nous **démarcher** avec le maximum d'efficacité. Sans parler des autorités qui veulent pouvoir **contrôler** les citoyens jusque chez eux, sous prétexte de chasser le terroriste ou le délinquant.
5. Vous prétendez vouloir installer ces compteurs pour notre bien, mais nous savons que, outre le « big data », vous faites cela **pour le business**, dans le cadre de « *l'alliance Wize* » (promouvant un standard international de l'Internet Industriel des Objets). que vous animez avec votre maison-mère *Engie*.
6. Vous jurez que les **informations sur nos vies** ne seront utilisables qu'avec notre accord, mais, une fois vos compteurs espions installés, vos promesses risqueront d'être vite balayées : qui sera **au pouvoir** en France dans quelques années ? Contre ces risques, une seule solution : garder les compteurs ordinaires.
7. Vous nous assurez de **l'inocuité** (!) des ondes électromagnétiques de ces compteurs. Or vous envisagez en tout **3 programmes de compteurs communicants** (électricité, gaz, eau) entraînant avec eux **une multitude d'appareils** (répéteurs, répartiteurs, concentrateurs) installés dans les rues, sur les habitations, dans les transformateurs de quartier, etc., sans oublier le renvoi des données par téléphonie mobile.
8. Les études produites par des organismes d'Etat (*Agence nationale des fréquences, Agence nationale de sécurité sanitaire*) ne considèrent pas **la globalité du problème**, elles ne peuvent mesurer les émissions qui augmenteront au fil du temps (*Enedis* se vante que son système soit « évolutif »), et se bornent à constater que chaque émission est « dans les normes », normes fixées pour (et souvent par) les industriels, non pour la protection des êtres vivants.
9. Pourquoi devrions-nous **servir de cobayes**, pour ensuite compter les **cancers** dans 5, 10 ou 15 ans ?

Nous préférons garder nos compteurs ordinaires, qui ne posent aucun de tous ces problèmes.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à notre attachement à la protection des libertés publiques, de l'environnement, de la santé et de la démocratie.

.....

.....